La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Janvier 2009 : excédent budgétaire de 37 millions de dollars

Un excédent budgétaire de 37 millions de dollars a été dégagé en janvier 2009, comparativement à un excédent de 1,2 milliard en janvier 2008. Les revenus budgétaires ont diminué de 2,1 milliards (9,8 %) par rapport à janvier 2008, surtout en raison d'une baisse des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés et de taxe sur les produits et services (TPS). Les charges de programmes ont diminué de 0,6 milliard (3,1 %) par rapport à janvier 2008, en raison d'une baisse des charges de fonctionnement des ministères et des organismes. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,4 milliard par rapport à janvier 2008.

D'avril 2008 à janvier 2009 : excédent budgétaire de 0,5 milliard de dollars

Les 10 premiers mois de l'exercice 2008-2009 se sont soldés par un excédent budgétaire de 0,5 milliard de dollars, soit 9,1 milliards de moins que l'excédent de 9,6 milliards enregistré au cours de la même période en 2007-2008. Les revenus ont diminué de 3,3 milliards (1,7 %), principalement en raison de la baisse des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés et de TPS, qui a été compensée en partie par la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et des autres revenus. Les charges de programmes ont crû de 7,5 milliards (4,7 %), en raison de la hausse des paiements de transfert, des charges des sociétés d'État et des charges de fonctionnement de la Défense nationale. Les frais de la dette publique ont diminué de 1,7 milliard d'une année sur l'autre, en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Les besoins financiers pour la période d'avril 2008 à janvier 2009 tiennent compte des mesures prises afin d'appuyer l'offre de crédit. Ils se sont chiffrés à 67,5 milliards de dollars, comparativement à des ressources financières de 14,3 milliards durant la même période de l'exercice précédent. Cet écart est lié aux premiers achats de 41 milliards de dollars de blocs de prêts hypothécaires assurés, effectués par l'entremise de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) dans le cadre du Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés, ainsi qu'à l'annonce faite dans le budget de 2007 que le gouvernement allait combler l'ensemble des besoins d'emprunt de la SCHL, de la Banque de développement du Canada et de Financement agricole Canada au moyen de prêts directs.

Janvier 2009

Un excédent budgétaire de 37 millions de dollars a été enregistré en janvier 2009, comparativement à un excédent de 1,2 milliard en janvier 2008.

Les revenus budgétaires ont diminué de 2,1 milliards de dollars (9,8 %) pour s'établir à 19,6 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont baissé de 0,1 milliard de dollars (0,9 %), principalement en raison de la constatation d'une somme de 0,4 milliard au titre du coût des mesures annoncées dans le budget de 2009.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont chuté de 1,5 milliard de dollars (44,4 %), en raison du faible niveau des paiements de règlement par rapport à janvier 2008 et de la diminution des acomptes provisionnels versés par les sociétés pour l'année d'imposition 2009.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Ministère des Finances Canada | Department of Finance Canada

Canada

- Les autres rentrées d'impôt sur le revenu – les retenues d'impôt des non-résidents – ont crû de 0,1 milliard de dollars (14,4 %).
- Les taxes et droits d'accise perçus ont diminué de 0,8 milliard de dollars (21,1 %). Les rentrées de TPS, qui peuvent varier beaucoup d'un mois à l'autre, ont chuté de 0,7 milliard (26,5 %). Les droits de douane à l'importation ont baissé de 38 millions et les taxes de vente et d'accise, de 57 millions. Les rentrées au titre du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien sont demeurées à peu près inchangées.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont crû de 0,1 milliard de dollars (3,0 %), puisque l'emploi ainsi que les traitements et salaires sont demeurés plus élevés qu'en 2008. Le taux des cotisations est resté stable pour 2009, à 1,73 $ par tranche de 100 $ de rémunération assurable.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, les revenus tirés de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus sur opérations de change et d'autres revenus divers, ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (10,2 %).

Les charges de programmes ont totalisé 17,2 milliards de dollars en janvier 2009, soit 0,6 milliard (3,1 %) de moins qu'en janvier 2008, ce qui s'explique en grande partie par une baisse des charges de fonctionnement des ministères et des organismes.

En janvier 2009, les paiements de transfert ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (0,5 %) par rapport à janvier 2008.

- Les principaux transferts aux particuliers, soit les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (4,7 %). Les prestations aux aînés ont progressé de 0,1 milliard, tout comme les prestations d'assurance-emploi, tandis que les prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants, ont augmenté de 13 millions.
- Les principaux transferts aux autres administrations, qui englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux programmes sociaux (Transfert canadien en matière de santé et Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux, les transferts aux provinces au nom des villes et des collectivités du Canada ainsi que les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont progressé de 0,2 milliard de dollars (4,9 %).
- Les subventions et les autres transferts ont baissé de 0,4 milliard de dollars (13,1 %).

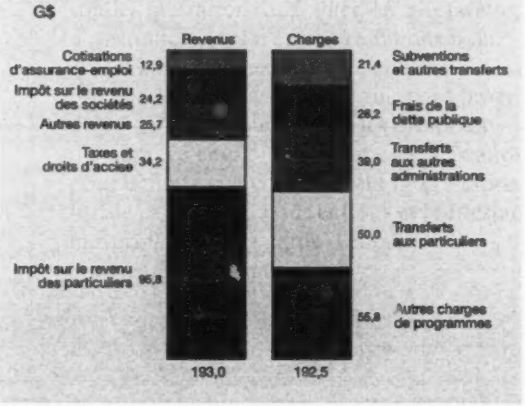
Les autres charges de programmes se composent des charges de fonctionnement des sociétés d'État, des ministères et des organismes, y compris la Défense nationale, ainsi que des résultats de l'évaluation permanente des passifs de l'État. Ces charges ont diminué de 0,6 milliard de dollars (10,3 %) par rapport à l'année précédente.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,4 milliard de dollars par rapport à janvier 2008, car l'augmentation de l'encours de la dette portant intérêt a été plus que compensée par la baisse du taux effectif moyen d'intérêt sur cette dette.

D'avril 2008 à janvier 2009

Les 10 premiers mois de l'exercice 2008-2009 se sont soldés par un excédent budgétaire de 0,5 milliard de dollars, soit 9,1 milliards de moins que l'excédent de 9,6 milliards pour la même période en 2007-2008.

Revenus et charges
(d'avril 2008 à janvier 2009)



Les revenus budgétaires ont reculé de 3,3 milliards de dollars (1,7 %) pour s'établir à 193,0 milliards.

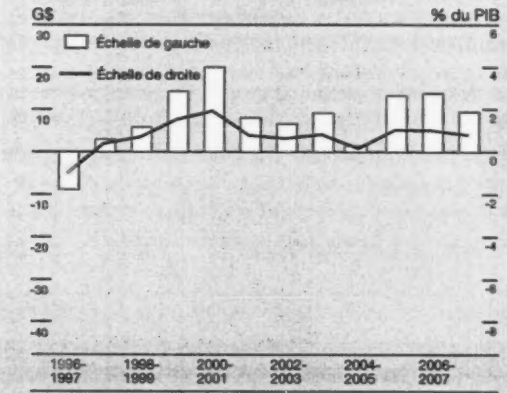
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 3,9 milliards de dollars (4,2 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont chuté de 6,5 milliards de dollars (21,2 %), ce qui est attribuable au fléchissement des bénéfices des sociétés et à l'impact des réductions d'impôt en vigueur.
- Les autres rentrées d'impôt sur le revenu – les retenues d'impôt des non-résidents – ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (11,4 %).
- Les taxes et droits d'accise perçus ont diminué de 3,7 milliards de dollars (9,8 %). Les rentrées de TPS ont baissé de 3,8 milliards (14,6 %), par suite de la réduction de 1 point de pourcentage du taux de la TPS le 1er janvier 2008. Les droits de douane à l'importation perçus ont progressé de 0,2 milliard, les rentrées de taxes de vente et d'accise ont baissé de 0,1 milliard, et les rentrées au titre du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien sont demeurées à peu près inchangées.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont crû de 0,1 milliard de dollars (0,9 %), les gains au chapitre de l'emploi ainsi que des traitements et salaires ayant plus que compensé la réduction du taux des cotisations, qui est passé de 1,80 $ à 1,73 $ par tranche de 100 $ de rémunération assurable le 1er janvier 2008.
- Les autres revenus ont augmenté de 2,4 milliards de dollars (13,2 %). Comme il est mentionné dans *La revue financière* d'octobre, les autres revenus (et les charges de fonctionnement correspondantes) pour 2007-2008 ont été recalculés, mais le rajustement qui en résulte n'a pas d'incidence nette sur le solde budgétaire.

Les charges de programmes ont totalisé 166,2 milliards de dollars d'avril 2008 à janvier 2009, en hausse de 7,5 milliards (4,7 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cela s'explique par une hausse des paiements de transfert, des charges des sociétés d'État et des charges de fonctionnement de la Défense nationale.

D'avril 2008 à janvier 2009, les paiements de transfert ont augmenté de 6,3 milliards de dollars (6,1 %) comparativement à la même période de l'exercice précédent.

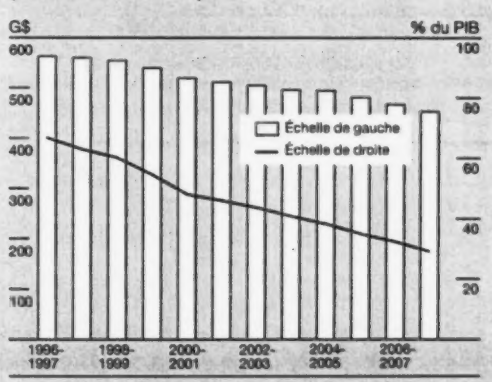
- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 2,0 milliards de dollars (4,2 %). Les prestations aux aînés ont crû de 4,3 % et les prestations d'assurance-emploi, de 7,4 %. Les prestations pour enfants ont augmenté de 0,5 %.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 2,4 milliards de dollars (6,6 %), sous l'effet de la croissance, prévue par la loi, du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux et des paiements de péréquation.

Solde budgétaire



Sources : Ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : Ministère des Finances et Statistique Canada

- Les subventions et les autres transferts ont affiché une hausse de 1,9 milliard de dollars (9,6 %), surtout en raison de l'augmentation des paiements relatifs au soutien de la formation liée au marché du travail et des transferts à Terre-Neuve-et-Labrador et à la Nouvelle-Écosse en vertu des accords sur les revenus tirés de l'exploitation des ressources extracôtières de l'Atlantique.

Les autres charges de programmes ont dépassé de 1,1 milliard de dollars (2,0 %) celles de l'exercice précédent.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,7 milliard de dollars (6,0 %), en raison de la baisse des taux d'intérêt.

Besoins financiers de 67,5 milliards de dollars d'avril 2008 à janvier 2009

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. À l'opposé, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Considérant un excédent budgétaire de 0,5 milliard de dollars et des besoins financiers de 68,0 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à janvier de l'exercice 2008-2009 s'est soldée par des besoins financiers de 67,5 milliards de dollars, comparativement à des ressources financières de 14,3 milliards pour la même période de l'exercice précédent. Cet écart d'une année sur l'autre découle de l'annonce faite dans le budget de 2007 que le gouvernement allait combler l'ensemble des besoins d'emprunt de la SCHL, de la Banque de développement du Canada et de Financement agricole Canada en leur consentant des prêts directs afin de réduire les coûts d'emprunt globaux et d'accroître la liquidité du marché des titres du gouvernement. Ces besoins financiers sont aussi le fait des premiers achats de 41 milliards de dollars de blocs de prêts hypothécaires assurés, effectués par l'entremise de la SCHL dans le cadre du Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés (PAPHA), afin d'appuyer l'offre de crédit à long terme. Les besoins au titre des opérations de change traduisent surtout l'incidence des fluctuations des taux de change sur la valeur en dollars canadiens des actifs libellés en devises.

Activités nettes de financement en hausse de 92,7 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ses besoins financiers de 67,5 milliards de dollars et a haussé de 25,2 milliards ses soldes de trésorerie en augmentant de 92,7 milliards l'encours de la dette fédérale non échue. Cette augmentation a été réalisée principalement au moyen de l'émission de bons du Trésor et d'obligations négociables. Les soldes de trésorerie à la fin de janvier 2009 s'établissaient à 36,5 milliards, soit 32,4 milliards de plus qu'à la fin de janvier 2008. Cette hausse découle principalement de l'accroissement des soldes dont dispose la Banque du Canada afin de mener ses activités destinées à fournir des liquidités aux marchés financiers et de combler certains des besoins financiers du gouvernement aux fins du PAPHA.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Janvier		Avril à janvier	
	2008	2009	2007-2008	2008-2009
		(M$)		
Opérations budgétaires				
Revenus	21 707	19 589	196 316	192 975
Charges				
Charges de programmes	-17 745	-17 187	-158 798	-166 249
Frais de la dette publique	-2 802	-2 365	-27 912	-26 230
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 160	37	9 606	496
Opérations non budgétaires	-2 496	-17 361	4 646	-68 031
Ressources ou besoins financiers	-1 336	-17 324	14 252	-67 535
Variation nette dans les activités de financement	-193	18 782	-31 431	92 749
Variation nette dans l'encaisse	-1 529	1 458	-17 179	25 214
Encaisse à la fin de la période			4 023	36 458

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Janvier			Avril à janvier		
	2008	2009	Variation	2007-2008	2008-2009	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	9 959	9 868	-0,9	91 947	95 828	4,2
Impôt sur le revenu des sociétés	3 414	1 899	-44,4	30 788	24 249	-21,2
Autres impôts sur le revenu	662	757	14,4	4 833	5 385	11,4
Total des impôts sur le revenu	14 035	12 524	-10,8	127 568	125 462	-1,7
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 827	2 079	-26,5	26 218	22 398	-14,6
Droits de douane à l'importation	377	339	-10,1	3 220	3 393	5,4
Taxes de vente et d'accise	770	713	-7,4	8 208	8 127	-1,0
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	29	27	-6,9	320	318	-0,6
Total des taxes et droits d'accise	4 003	3 158	-21,1	37 966	34 236	-9,8
Total des revenus fiscaux	18 038	15 682	-13,1	165 534	159 698	-3,5
Cotisations d'assurance-emploi	1 880	1 936	3,0	12 822	12 939	0,9
Autres revenus	1 789	1 971	10,2	17 960	20 338	13,2
Total des revenus budgétaires	21 707	19 589	-9,8	196 316	192 975	-1,7

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3

Charges budgétaires

	Janvier			Avril à janvier		
	2008	2009	Variation	2007-2008	2008-2009	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 689	2 836	5,5	26 479	27 606	4,3
Prestations d'assurance-emploi	1 610	1 697	5,4	11 549	12 401	7,4
Prestations pour enfants	994	1 007	1,3	9 952	10 002	0,5
Total	5 293	5 540	4,7	47 980	50 009	4,2
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 798	1 886	4,9	17 869	18 858	5,5
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	833	880	5,6	8 180	8 798	7,6
Total	2 631	2 766	5,1	26 049	27 656	6,2
Transferts fiscaux	1 281	1 342	4,8	12 298	12 973	5,5
Villes et collectivités du Canada	15	26	73,3	736	856	16,3
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-249	-277	11,2	-2 530	-2 506	-0,9
Total	3 678	3 857	4,9	36 553	38 979	6,6
Subventions et autres transferts						
Agriculture et Agroalimentaire	212	112	-47,2	1 922	1 429	-25,7
Affaires étrangères et Commerce international	244	352	44,3	2 082	2 447	17,5
Santé	232	229	-1,3	1 710	1 872	9,5
Ressources humaines et Développement des compétences	278	385	38,5	1 504	2 002	33,1
Affaires indiennes et du Nord canadien	369	477	29,3	4 060	4 189	3,2
Industrie	110	206	87,3	1 590	1 765	11,0
Autres	1 375	689	-49,9	6 669	7 713	15,7
Total	2 820	2 450	-13,1	19 537	21 417	9,6
Total des paiements de transfert	11 791	11 847	0,5	104 070	110 405	6,1
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	59	93	57,6	986	930	-5,7
Société canadienne d'hypothèques et de logement	211	189	-10,4	1 684	1 890	12,2
Autres	232	339	46,1	3 269	3 594	9,9
Total	502	621	23,7	5 939	6 414	8,0
Défense	1 603	1 514	-5,6	14 448	15 268	5,7
Tous les autres ministères et organismes	3 849	3 205	-16,7	34 341	34 162	-0,5
Total des autres charges de programmes	5 954	5 340	-10,3	54 728	55 844	2,0
Total des charges de programmes	17 745	17 187	-3,1	158 798	166 249	4,7
Frais de la dette publique	2 802	2 365	-15,6	27 912	26 230	-6,0
Total des charges budgétaires	20 547	19 552	-4,8	186 710	192 479	3,1

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Janvier		Avril à janvier	
	2008	2009	2007-2008	2008-2009
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 160	37	9 606	496
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-303	-246	-1 960	-3 003
Autres activités d'investissement	-1 506	-17 194	-3 079	-58 743
Régime de retraite et autres passifs	-1 348	125	4 035	3 849
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	1 530	-719	142	-5 698
Opérations de change	-1 157	450	3 620	-7 186
Amortissement des immobilisations corporelles	288	223	1 888	2 750
Total des autres activités	661	-46	5 650	-10 134
Total des opérations non budgétaires	-2 496	-17 361	4 646	-68 031
Ressources ou besoins financiers nets	-1 336	-17 324	14 252	-67 535

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Janvier		Avril à janvier	
	2008	2009	2007-2008	2008-2009
		(M$)		
Ressources ou besoins financiers nets	-1 336	-17 324	14 252	-67 535
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	168	9 073	-7 290	19 767
Bons du Trésor	-1 500	10 000	-19 800	69 800
Obligations d'épargne du Canada	-19	89	-1 957	-590
Autres	0	0	-699	-519
Total	-1 351	19 162	-29 746	88 458
Emprunts en devises	222	785	-875	628
Total	-1 129	19 947	-30 621	89 086
Réévaluation de swaps de devises	656	-1 298	-2 233	3 222
Escomptes non amortis des émissions obligataires	297	136	316	549
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	-17	-3	1 107	-108
Variation nette dans les activités de financement	-193	18 782	-31 431	92 749
Variation dans l'encaisse	-1 529	1 458	-17 179	25 214

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2008	31 janvier 2009	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs et charges à payer	110 463	102 715	-7 748
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	253 550	273 317	19 767
Bons du Trésor	116 936	186 736	69 800
Obligations d'épargne du Canada	13 068	12 478	-590
Autres	1 042	523	-519
Total partiel	384 596	473 054	88 458
Payable en devises	9 498	10 126	628
Compte de réévaluation de swaps de devises	-1 420	1 802	3 222
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-6 213	-5 664	549
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	4 236	4 128	-108
Total de la dette non échue	390 697	483 446	92 749
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	137 371	139 319	1 948
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	47 901	49 999	2 098
Autres passifs	5 895	5 698	-197
Total des régimes de retraite et autres passifs	191 167	195 016	3 849
Total de la dette portant intérêt	581 864	678 462	96 598
Total du passif	692 327	781 177	88 850
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	82 878	106 042	23 164
Comptes d'opérations de change	42 299	49 485	7 186
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	50 869	109 612	58 743
Total des actifs financiers	176 046	265 139	89 093
Dette nette	516 281	516 038	-243
Actifs non financiers	58 644	58 897	253
Dette fédérale (déficit accumulé)	457 637	457 141	-496

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Pour tout renseignement concernant cette publication, communiquer avec Chris Forbes au 613-995-6391.
This publication is also available in English.
Mars 2009